



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Recueil spécial du 15 novembre 2019 - n°1

SOMMAIRE

PREFECTURE DES PYRENEES-ORIENTALES

CABINET

DIRECTION DES SECURITES

BUREAU DE LA SECURITE INTERIEURE

. Arrêté PREF/CAB/BSI/2019318-00048 du 14 novembre 2019 portant interdiction de manifestation sur des sites spécifiques de barrières de péage, et leurs abords, de l'autoroute A.9, situés sur les communes de Perpignan, Clairac, Rivesaltes et Le Boulou

. Arrêté PREF/CAB/BSI/2018318-0048 du 14 novembre 2019 portant interdiction temporaire de port et de transport d'objets ou substance pouvant constituer une arme par destination, d'armes de chasse et de munitions

PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Préfecture

Cabinet du Préfet
Direction des sécurités
Bureau de la sécurité
intérieure

Arrêté préfectoral PREF/CAB/BSI/2019318-048 du 14 novembre 2019 portant interdiction de manifestation sur des sites spécifiques, des barrières de péage et leurs abords de l'autoroute A9 situés sur les communes de Perpignan, de Claira, de Rivesaltes et de Le Boulou.

Le Préfet des Pyrénées-Orientales,
*Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite*

- Vu** le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L.211-1 à L.211-4 ;
- Vu** le code pénal, et notamment ses articles 431-3 et suivants, R.610-5 et R. 644-4 ;
- Vu** le code de la voirie routière et notamment l'article L.111-1 ;
- Vu** le code de la route, et notamment les articles L. 412-1, R.412-34 et suivants ;
- Vu** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu** la loi n° 2017-150 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 9 mai 2018 portant nomination de Monsieur Philippe CHOPIN, préfet des Pyrénées-Orientales ;
- Vu** le décret n° 2019-208 du 20 mars 2019 instituant une contravention pour participation à une manifestation interdite sur la voie publique ;
- Considérant** que l'autoroute A9, traversant le département des Pyrénées-Orientales, est un axe de transit européen entre l'Espagne et l'Europe du Nord, particulièrement fréquenté (*30000 véhicules par jour en moyenne*) et de dessertes locales importantes ;
- Considérant** que, dans le contexte actuel de menace terroriste persistante et du rétablissement temporaire des contrôles aux frontières intérieures françaises, les forces de sécurité sont pleinement mobilisées pour assurer la sécurisation générale du département des Pyrénées-Orientales et en particulier l'effort spécifique demandé sur la mission de garde-frontière ;

.../...

Considérant qu'en application de l'article L. 211-1 du code de la sécurité intérieure, *sont soumis à l'obligation d'une déclaration préalable tous cortèges, défilés et rassemblements de personnes, et, d'une façon générale, toutes manifestations sur la voie publique* ; et qu'en application de l'article L. 211-2 du même code, toute déclaration est faite à la mairie de la commune pour la zone gendarmerie, sur le territoire de laquelle est organisée la manifestation ou à la Préfecture lorsque cette dernière est organisée en zone police, dans un délai de trois jours francs au moins et quinze jours au plus avant la date de la manifestation ;

Considérant les actions de blocage de la circulation et de dégradations réalisées par des individus se réclamant du mouvement social dit des « gilets jaunes » comme ce fut le cas dans la nuit du 13 au 14 septembre au niveau de l'échangeur de Perpignan sud, donnant accès à l'autoroute A9, et au niveau de la grande barrière de Le Boulou lors des nuits du 08 au 09 septembre 2019 et du 17 au 18 septembre 2019 au cours desquelles d'importantes perturbations furent causées sur l'autoroute A9 par un groupe d'individus dissimulant leurs visages et qui nécessitèrent une importante mobilisation des forces de l'ordre pour assurer l'intégrité des personnes et des équipements ainsi que le rétablissement en sécurité de la circulation des usagers ;

Considérant que le mouvement des « gilets jaunes » a appelé sur les réseaux sociaux à de nouvelles manifestations dans le cadre de « l'acte 53 » à l'occasion du premier anniversaire symbolique de la mobilisation des « gilets jaunes » le 17 novembre 2018 et que ces appels sont repris par des individus ou des groupes radicalisés dans et à l'extérieur du département des Pyrénées-Orientales, pour les journées du vendredi 15, du samedi 16 et du dimanche 17 novembre 2019 ;

Considérant que ces appels pourraient se traduire, à nouveau, par des rassemblements et des occupations illicites sur les abords de l'autoroute A9, au niveau du rond-point dit du « cadran solaire » sur la RD 83 à Rivesaltes, desservant la RD 12, la RD 900, la RD 83 et l'échangeur n°41 dit de « Perpignan Nord » ; sur les rond-points Euro-méditerranéenne, du pont Trencat, de Hambourg, de Copenhague, d'Amsterdam, d'Anvers et les abords de l'échangeur n°42 dit de Perpignan Sud, ainsi qu'au niveau des rond-points des RD 115 et 900, sur la commune de Le Boulou, desservant l'échangeur n°43 ; ainsi que dans le périmètre du centre commercial de Carrefour Clairia ;

Considérant qu'aucune déclaration préalable de manifestation n'a été déposée dans les mairies de Rivesaltes, du Boulou, de Clairia, de Perpignan et en Préfecture sur les sites précités pour les vendredi 15, samedi 16 et dimanche 17 novembre 2019 ; qu'ainsi, en l'absence d'organisateur identifié ou déclaré, il n'est pas possible de mettre en place un dispositif préventif permettant de garantir le bon déroulement et la sécurisation des manifestations ;

Considérant que l'article R.412-34 et suivants du code de la sécurité routière interdit le stationnement et la circulation des piétons sur le ruban autoroutier ;

Considérant que les sites précités ne sont pas des sites adaptés pour organiser en toute sécurité des rassemblements à caractère revendicatif et qu'une présence non déclarée occasionne un risque sérieux et certain pour les manifestants et pour les usagers de la route ;

Considérant que l'occupation régulière par des manifestants des sites précités avec la mise en place de barrages filtrants ou bloquants par intermittence, depuis le 17 novembre 2018, engendre parfois de vives tensions entre les usagers et les manifestants ; que ces tensions, malgré le rôle modérateur des policiers et des gendarmes, sont susceptibles d'engendrer des risques sérieux de troubles à l'ordre et à la sécurité publics ;

Considérant de surcroît que ces manifestations sont susceptibles de porter atteinte au principe de libre circulation et notamment à la libre circulation entre la France et l'Espagne ;

Considérant qu'il appartient au préfet du département de prendre toutes les mesures nécessaires au maintien de l'ordre et de la sécurité publics ;

Considérant que, dans ces circonstances, seule l'interdiction de la tenue de ces manifestations est de nature à prévenir les troubles à l'ordre public et les accidents routiers susceptibles de se produire ;

Sur proposition de Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet ;

ARRÊTE :

Article 1^{er}. : Les rassemblements non déclarés susceptibles d'être organisés dans le cadre du mouvement dit des « gilets jaunes » sont interdits du vendredi 15 novembre 2019, à partir de 19h00, jusqu'au lundi 18 novembre à 07h00 dans les lieux suivants :

- les emprises des péages Perpignan Nord et Perpignan Sud de l'autoroute A9 ;
- les environs des échangeurs n°41, n°42 et n°43 (pour ce dernier point y compris l'intersection entre les RD115 et RD900) de l'autoroute A9 ;
- sur le rond-point du « cadran solaire » situé sur la commune de Rivesaltes ;
- sur les rond-points Euro-Méditerranée, du pont Trencat, de Hambourg, d'Amsterdam et de Copenhague situés sur la commune de Perpignan et leurs abords.

Article 2. : Toute infraction au présent arrêté sera réprimée, s'agissant des organisateurs, dans les conditions fixées par l'article 431-9 du code pénal, à savoir six mois d'emprisonnement et de 7500 euros d'amende, et, s'agissant des participants, par l'article R. 644-4 du même code, à savoir une amende prévue pour les contraventions de quatrième classe.

Article 3. : Le présent arrêté sera notifié aux maires de Perpignan, de Le Boulou, de Clairac et de Rivesaltes et pourra faire l'objet d'une notification directe sur site par les forces de l'ordre. Il sera affiché à la préfecture, à la mairie de Perpignan, de Le Boulou, de Clairac et de Rivesaltes.

Article 4. : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, d'un recours administratif auprès du préfet des Pyrénées-Orientales ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier.

Article 5. : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et sera consultable sur le site internet de la préfecture des Pyrénées-Orientales (www.pyrenees-orientales.pref.gouv.fr).

Article 6. : Monsieur le directeur de cabinet du préfet, Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Messieurs les sous-préfets de Céret et de Prades, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie départementale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Perpignan, le 14 novembre 2019

Le Préfet

Philippe CHOPIN



PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Préfecture

Cabinet du Préfet

Direction des sécurités

Bureau de la sécurité
intérieure

Arrêté préfectoral PREF/CAB/BSI/2019318-0049 du 14 novembre 2019 portant interdiction temporaire de port et de transport d'objets ou substance pouvant constituer une arme par destination, d'armes de chasse et de munitions.

Le Préfet des Pyrénées-Orientales,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2215-1;

Vu le code de la sécurité intérieure et notamment son article L.211-3;

Vu le code pénal;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la loi n° 2017-150 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme ;

Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 09 mai 2018 portant nomination de Monsieur Philippe CHOPIN préfet des Pyrénées-Orientales ;

Considérant que dans le contexte actuel de menace terroriste persistante et de la mise en œuvre des mesures du plan Vigipirate, les forces de sécurité intérieure sont mobilisées pour assurer la sécurisation générale du département des Pyrénées-Orientales, ainsi que la sécurisation des manifestations liées au mouvement dit des « gilets jaunes »;

Considérant les graves troubles à l'ordre public lors des manifestations précédentes des « gilets jaunes » et l'opposition violente à laquelle les forces de l'ordre ont été confrontées à l'occasion de certains rassemblements, notamment celui du 22 décembre 2018 (*jets de projectiles, jets d'engins incendiaires et d'acide, incendies volontaires et dégradations de bâtiments, de véhicules et de mobiliers urbains*) ;

Considérant que lors de ces manifestations, des individus isolés et des groupes insérés ou en marge des cortèges et des rassemblements des manifestants ont démontré leur volonté de se livrer à des actes de violence en ciblant spécifiquement les forces de l'ordre ;

Considérant les renseignements obtenus relatifs à l'organisation, dans le cadre de l'appel 53 du mouvement des « gilets jaunes » à l'occasion du premier anniversaire de la mobilisation du 17 novembre 2018, de manifestations de voie publique, non déclarées, le vendredi 15, samedi 16 et dimanche 17 novembre 2019 à Perpignan, à Rivesaltes et au Boulou et auxquelles pourraient participer des personnes radicalisées susceptibles de se livrer à des actions violentes ;

Considérant les risques liés à l'utilisation des pétards, fusées, articles pyrotechniques et artifices de divertissement susceptibles d'engendrer des accidents corporels, des blessures graves, des dégradations matérielles et des nuisances sonores, mais également d'être utilisés à des fins malveillantes ;

Considérant que des bidons de carburant sont régulièrement utilisés au cours de manifestations festives et revendicatives pour provoquer des incendies de biens mobiliers voire immobiliers privés et publics ;

Considérant les risques avérés d'utilisation de produits corrosifs (*agents tensioactifs type détergents et produits d'entretien*), acides (*chlorydrique, sulfurique et phosphorique*) et caustiques contre les personnes, et en particulier les représentants des forces de l'ordre, et des biens privés et publics ;

Considérant que, pour assurer la sécurité des personnes et des biens et prévenir les graves troubles dans le cadre des opérations de rétablissement de l'ordre public, il convient en conséquence de réglementer le port et le transport des armes de chasse et de munitions ainsi que tous les objets pouvant constituer une arme par destination au sens de l'article 132-75 du code pénal sur l'ensemble du territoire du département des Pyrénées-Orientales durant les journées des vendredi 15, samedi 16 et dimanche 17 novembre 2019 ;

Considérant que, dans le contexte actuel de menace terroriste et de la sensibilité du public consécutive aux attentats survenus en France et à l'étranger, les détonations à répétition sont de nature à entraîner des mouvements de panique ;

Considérant qu'il convient, en conséquence, de réglementer la vente, le transport, la détention et l'usage de ces catégories de produits et de contenants pour éviter les troubles à l'ordre public durant les manifestations organisées dans le cadre du mouvement dit des « gilets jaunes » le vendredi 15, samedi 16 et dimanche 17 novembre 2019 ;

Sur proposition de Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet ;

ARRÊTE :

Article 1^{er}. : À compter du vendredi 15 novembre 2019, à 19h00, et jusqu'au lundi 18 novembre 2019, à 07h00, le port et le transport, sans motif légitime, d'armes de chasse et de munitions ainsi que d'objets pouvant constituer une arme par destination au sens de l'article 132-75 du code pénal, sont interdits sur l'ensemble des communes du département des Pyrénées-Orientales.

Article 2. : Pendant la période citée à l'article 1^{er} de l'arrêté, sont interdits sur la voie publique dans le département des Pyrénées Orientales, la vente au détail et l'usage de tout carburant, combustibles chimiques, produits corrosifs, acides et caustiques, sous forme liquide, en gel ou en poudre, par jerricans, bidons ou tous récipients divers et portables. Cette interdiction ne s'applique pas aux usages dans le cadre professionnel,

Article 3. : Par ailleurs, et sur la même période, toute cession, achat, vente, transport, détention et usage des pétards, des articles pyrotechniques et des artifices de divertissement, quelle qu'en soit la catégorie, est interdite :
- sur l'espace public ou en direction de l'espace public ;
- dans les lieux de grands rassemblements de personnes, ainsi qu'à leurs abords immédiats ;
- dans les immeubles d'habitation ou en direction de ces derniers.

Article 4. : Les contraventions au présent arrêté seront poursuivies conformément aux lois et aux règlements en vigueur.

Article 5. : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours administratif auprès du préfet des Pyrénées-Orientales ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier.

Article 6. : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et sera consultable sur le site internet de la préfecture des Pyrénées-Orientales (www.pyrenees-orientales.pref.gouv.fr).

Article 7. : Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet, Messieurs les sous-préfets de Céret et de Prades, Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie départementale, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique ainsi que Mesdames et Messieurs les maires des communes du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Perpignan, le 14 novembre 2019

Le préfet,

Philippe CHOPIN

